



HAL
open science

La dépense des ménages français en produits carnés : une analyse à partir des enquêtes “ Budget de Famille ” (2000-2010)

Pierre Sans, Veronique Nichèle

► To cite this version:

Pierre Sans, Veronique Nichèle. La dépense des ménages français en produits carnés : une analyse à partir des enquêtes “ Budget de Famille ” (2000-2010). 22. Journées Rencontres Recherches Ruminants (3R), Institut de l’Elevage (IDELE). FRA., Dec 2015, Paris, France. 409 p. hal-02741792

HAL Id: hal-02741792

<https://hal.inrae.fr/hal-02741792>

Submitted on 3 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La dépense des ménages français en produits carnés : une analyse à partir des enquêtes « Budget de Famille » (2000-2010)

SANS P. (1) (2), NICHELE V. (2)

(1) Institut National Polytechnique - Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse, BP 87614, 31 076 Toulouse Cedex 03

(2) Institut National de la Recherche Agronomique – UR1303 ALISS, 65 boulevard de Brandebourg, 94 205 Ivry-sur-Seine

RESUME :

La dépense des ménages de France métropolitaine en produits carnés pour leur consommation à domicile est analysée sur la période 2000-2010. Pour ce faire, les données des trois dernières enquêtes « Budget de Famille » (BdF) de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) sont mobilisées. Les produits carnés occupent la première place dans le budget alimentaire des ménages pour le domicile devant les produits céréaliers et les produits laitiers. Cependant, la part du budget alimentaire à domicile consacrée à ce poste recule légèrement sur la période (passant de 23,7% en 2000 à 22,2% en 2010). Les viandes issues de bovins représentent 28% de la dépense annuelle par Unité de Consommation (UC) en produits carnés (viandes, charcuterie, conserves et plats cuisinés à base de viande) et 48% de la dépense en viande (fraîche et surgelée). Même si la part de la variabilité des dépenses expliquée par le modèle est très faible (environ 6%), les principaux facteurs de variation de ces dernières sont le type de viande (espèce), le type de ménage, l'âge de la personne de référence et le revenu par UC. La dépense en viande des ménages du 1^{er} quartile de revenu est inférieure de 24% à la dépense moyenne et l'écart entre les ménages des classes extrêmes de revenu est plus élevé pour les viandes les plus chères. Ces résultats confirment ceux obtenus avec d'autres sources de données et montrent que les dépenses en viande restent un marqueur des inégalités sociales au sein de la population française.

French household expenditure for meat products: an analysis using the “Family Budget surveys” (2000-2010)

SANS P. (1) (2), NICHELE V. (2)

(1) Institut National Polytechnique - Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse, BP 87614, 31 076 Toulouse Cedex 03

(2) Institut National de la Recherche Agronomique – UR1303 ALISS, 65 boulevard de Brandebourg, 94 205 Ivry-sur-Seine

SUMMARY:

The authors analyzed the expenditures that French metropolitan households have engaged for the consumption at home of meat products over the period 2000-2010. For this purpose, data from the last three “Budget Family surveys” (Bdf) from the National Institute for Statistics and Economics Studies (INSEE) were used. Meat products are the first group for food expenditure at home, before cereals and dairy products. Nevertheless, its budget share slightly decreased over the period (from 23.7% in 2000 to 22.2% in 2010). Cattle and veal meat represent 28% of the annual expenditure per Consumer Unit (CU) of meat products (meat, delicatessen, canned and ready-to-eat meals with meat) and 48% of the fresh and frozen meats. Despite the fact that our model explains a reduced part of the expenditures for meat, the main variation factors of this were the meat type (species), the household type, the age of the household reference person and the income per CU. The expenditure for meat of the 1st income quartile was 24% lower than the average one. The gap between household expenditures of the extreme quartiles was higher for the more expensive meat. These results are in line with previous results using other sources of information and demonstrate that meat expenditures highlight social inequalities in the French population.

INTRODUCTION

Depuis 1998, la consommation française, par habitant, en produits carnés est orientée à la baisse : elle est ainsi passée de 94 kg-équivalent-carcasse/hab/an en 1998 à 85 kgEC/hab/an en 2013, sous l'effet de facteurs économiques et de changements des préférences des consommateurs (Guillot, 2012 ; Hebel, 2012). Parallèlement, les prix moyens des viandes ont progressé, dans l'ensemble, plus rapidement que l'Indice Général des Prix à la consommation (FranceAgriMer, 2015). Cette double évolution est susceptible d'impacter la dépense consacrée par les ménages à cet ensemble de produits et ainsi de modifier leur place dans le budget des ménages.

L'objectif de cette communication est d'analyser la place qu'occupent les produits carnés dans les dépenses alimentaires, pour le domicile, des ménages sur la période 2000-2010 ainsi que les principaux facteurs qui affectent ces dépenses pour les principales viandes.

1. MATERIEL ET METHODES

1.1. L'ENQUETE « BUDGET DE FAMILLE »

Réalisée tous les cinq ans par l'INSEE, l'enquête « Budget de Famille » (BdF) a pour objectif d'évaluer les dépenses et les ressources des français (métropole et DOM) à l'aide d'un échantillon représentatif (environ 10 000 ménages). L'enquête s'intéresse à l'ensemble des postes du budget d'un ménage (achat de biens et de services, investissements, transferts). Elle constitue une source de données intéressante en raison de sa couverture à la fois large et détaillée des dépenses et ressources ainsi que du caractère homogène dans le temps de la méthodologie employée. Pour ce qui concerne les dépenses alimentaires, la collecte d'information porte sur 14 jours consécutifs (jusqu'en 2006) puis sur 7 jours consécutifs (2010) : chaque membre du ménage est invité à enregistrer ses dépenses à l'aide de carnets de compte. L'étalement de l'enquête sur toute l'année (en répartissant équitablement l'échantillon sur 8 « vagues » d'enquête) permet d'éliminer les variations saisonnières de consommation. Les dépenses et ressources peuvent être analysées au regard des nombreuses caractéristiques

sociodémographiques des ménages recueillies durant l'enquête.

1.2. METHODES

A partir des fichiers des 3 dernières enquêtes BdF (2000, 2005, 2010), nous avons extrait les dépenses liées à l'achat de produits carnés, les informations concernant le nombre de repas pris à l'extérieur du domicile, ainsi que les principales caractéristiques sociodémographiques des ménages de l'échantillon résidant en France métropolitaine. Les échantillons finaux sont constitués de 10 304, 10 238 et 10 256 ménages respectivement pour les années 2000, 2005 et 2010.

Dans un premier temps, nous avons étudié l'évolution de la part budgétaire dédiée aux produits carnés entre 2000 et 2010. Puis, nous avons calculé les dépenses annuelles, pour l'année 2010, par unité de consommation (UC) pour un même nombre de repas pris à domicile et pour chacune des espèces.

L'intérêt de rapporter les dépenses au nombre d'unités de consommation (UC) est de prendre en compte les économies d'échelle observées en matière de consommation. Chaque individu est affecté d'un coefficient selon son poids dans la consommation du ménage. Ainsi, l'échelle utilisée par l'INSEE (échelle OCDE) affecte un coefficient de 1 à la personne de référence, de 0,5 aux autres « adultes » du ménage (personnes de 15 ans ou plus), et de 0,3 aux enfants (moins de 15 ans). Le nombre d'UC d'un ménage est donc inférieur ou égal au nombre de personnes le composant. De plus, l'expression des dépenses à nombre équivalent de repas pris à domicile sur l'année permet de lever le biais classique de la comparaison des dépenses entre catégories de ménages recourant de façon très différente à la Restauration Hors Domicile (cadre déjeunant fréquemment à l'extérieur *versus* agriculteur déjeunant essentiellement à son domicile par exemple).

Les dépenses annuelles par UC liées à l'achat de produits carnés ont ensuite été analysées en fonction des principales caractéristiques sociodémographiques des ménages. Nous avons retenu :

- le type de viande (*espèce*): bovin, porc (y compris charcuterie), ovin-caprin, volailles, autres ;
- le type de ménage (*ménage*) ; personne seule, famille monoparentale, couple sans enfant, couple avec au moins un enfant, autre type de ménage ;
- la tranche d'âge de la personne de référence du ménage (c'est-à-dire l'homme du couple ou le parent de la famille monoparentale) (*âge*) : moins de 30 ans, 30-44 ans, 45-64 ans, 65 ans et plus ;
- la région de résidence selon le découpage des zones d'études et d'aménagement du territoire (ZEAT) (*région*) : région parisienne, bassin parisien, Nord, Est, Ouest, Sud-Ouest, Centre-Est, Méditerranée ;
- le type d'unités urbaines par tranche de taille (*commune*) : rural, moins de 20 000 habitants, de 20 000 à 100 000 habitants, plus de 100 000 habitants ;
- le niveau du diplôme le plus élevé du ménage (*diplôme*) : inférieur au Baccalauréat, Bac à Bac+2, Bac+3 et plus ;
- le revenu disponible par UC du ménage (classé en quartiles, *revenu*) : ce revenu correspond aux ressources arbitrables par les ménages c'est-à-dire une fois déduites les dépenses de consommation pré-engagées réalisées dans le cadre d'un contrat non renégociable à court terme (loyers, énergie, services de télécommunications et de télévision, cantines scolaires, assurances, services financiers...) (INSEE, 2009a).

1.3. TRAITEMENT STATISTIQUE DES DONNEES

Le traitement statistique des données a été effectué à l'aide du logiciel STATA 13. Sur les données de l'enquête 2010, une analyse de la variance a été réalisée, avec pour variable à expliquer le montant annuel de la dépense en viande par

UC (hors conserves et plats cuisinés à base de viande) pour un même nombre de repas pris à domicile et comme variables explicatives les caractéristiques sociodémographiques précédemment citées ainsi que l'espèce concernée par la dépense. Dans un second temps, les écarts à la moyenne des dépenses ont été calculés pour chacune des viandes en fonction des modalités des variables sociodémographiques.

2. RESULTATS

2.1. EVOLUTION DE LA DEPENSE EN PRODUITS CARNES ENTRE 2000 ET 2010

Les produits carnés occupent la première place dans le budget alimentaire des ménages pour le domicile (Figure 1) devant les produits céréaliers et les produits laitiers. Cependant, la part consacrée au poste « produits carnés » recule légèrement sur la période passant de 23,7% de la dépense en 2000 à 22,2% en 2010. Pour cette dernière année, elle représente une dépense annuelle moyenne de 732 € par UC (contre 677 € par UC en 2000).

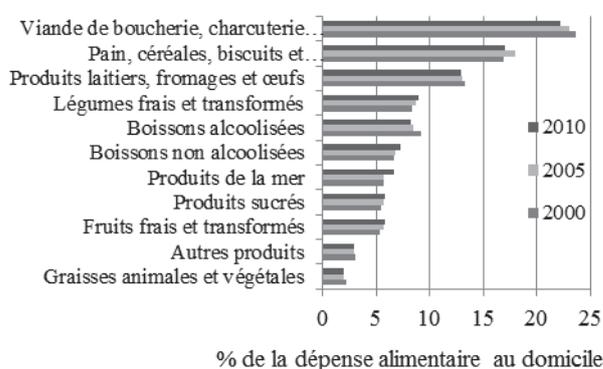


Figure 1 : Parts budgétaires des produits alimentaires entre 2000 et 2010.

Les viandes issues de bovin (gros bovin et veau) pèsent en 2010 près de de la moitié (48%) de la dépense totale annuelle moyenne par UC en viande fraîche et surgelée (qui s'élève à 426 €) et 28% de la dépense en produits carnés. Elles sont suivies par les viandes de volailles (29% de la dépense en viande), de porc (13%) et d'ovin-caprin (7%).

2.2. EFFETS DES CARACTERISTIQUES SOCIODEMographiques SUR LA DEPENSE EN VIANDE

Le tableau 1 présente les effets des différentes variables explicatives (et de leurs interactions, discutées ci-après) sur la dépense.

On observe que cette dernière diffère très significativement selon le type de viande (*espèce*), le type de ménage, l'âge de la personne de référence et le revenu. A l'inverse, le diplôme le plus élevé du ménage ne semble pas avoir d'effet significatif sur le niveau de la dépense. Notons par ailleurs que la part de la variabilité de la dépense expliquée par le modèle est faible (R^2 ajusté = 0,0673).

Nous illustrons l'effet de ces variables sur la dépense par UC pour les différents types de viande (fraîche ou surgelée) sous la forme d'écart à la moyenne. La dépense totale est calculée à partir des dépenses liées à chaque type de viande hors charcuterie, abats, conserves et plats préparés à base de viande. Il ne recouvre donc pas l'intégralité des sommes engagées dans l'achat de produits carnés (cf 2.1).

Tableau 1 : Synthèse des effets des variables sociodémographiques sur les montants des dépenses en viandes par UC.

	p	Significativité
Espèce	0,0000	***
Ménage	0,0000	***
Région	0,0259	*
Commune	0,0030	**
Age	0,0000	***
Diplôme	0,5576	NS
Revenu	0,0000	***
Espèce*Ménage	0,0033	**
Espèce*Région	0,0462	*
Espèce*Commune	0,0061	**
Espèce*Diplôme	0,0563	NS
Espèce*Revenu	0,0000	***
Revenu*Diplôme	0,5176	NS
Revenu*Age	0,0113	*
Revenu*Commune	0,0270	*

NS : non significatif *** : très hautement significatif ($p < 0,001$)

2.2.1. Variation de la dépense selon le type de ménage

Pour tous les types de viande, la dépense par UC des couples sans enfant ($n=3712$) est supérieure à la moyenne (de +27% pour la viande porcine à +65% pour les viandes de volailles) (Figure 2). A l'inverse, les autres catégories présentent une dépense inférieure (ou proche) à la moyenne de la dépense de la population.

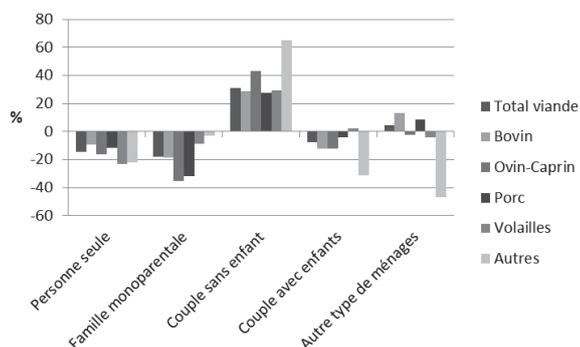


Figure 2 : Ecart à la moyenne de la dépense consacrée aux différentes viandes selon le type de ménage.

2.2.2. Variation de la dépense selon l'âge de la personne de référence du ménage

Pour toutes les viandes, la dépense par UC croît avec l'âge de la personne de référence du ménage (Figure 3) : la dépense des moins de 30 ans est plus faible de 58% à celle de la moyenne de la population. Les écarts les plus importants sont observés pour la viande d'ovin-caprin et la catégorie « Autres » (lapin, cheval...). A l'inverse, la somme annuelle consacrée par la classe la plus âgée (65 ans et plus) est supérieure de 30% à la dépense moyenne.

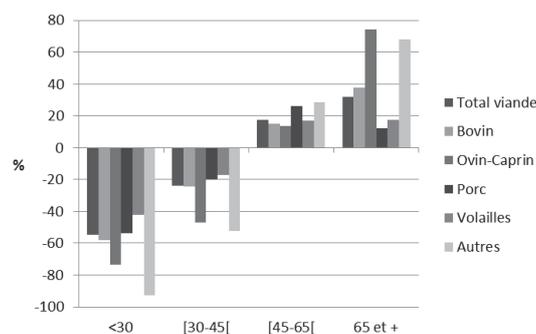


Figure 3 : Ecart à la moyenne de la dépense consacrée aux différentes viandes selon l'âge de la personne de référence du ménage

2.2.3. Variation de la dépense selon le revenu disponible par UC.

La dépense annuelle par UC est croissante avec le revenu disponible par UC (Figure 4). Les ménages appartenant au 3^{ème} quartile ont une dépense proche de la moyenne de la population. Les écarts à la moyenne positifs ne concernent que les ménages du 4^{ème} quartile (Q4), avec des valeurs allant de +19% (volailles) à +55% (ovin-caprin).

Une analyse par décile de revenu montre que la dépense annuelle par UC pour l'achat de produits carnés des ménages appartenant au dernier décile (D10) est deux fois supérieure à celle engagée par les ménages appartenant au premier décile (D1). Le rapport de la dépense D10/D1 est le plus élevé pour la viande d'ovin caprin (2,4) et pour la catégorie Autres (2,7) et le plus faible pour les viandes de volailles (1,7) et de porc (1,8).

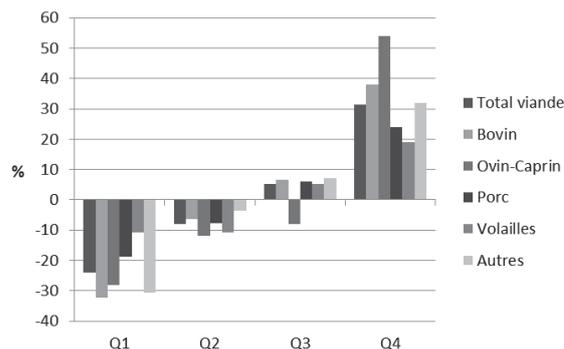


Figure 4 : Ecart à la moyenne de la dépense consacrée aux différentes viandes selon le quartile de revenu disponible (Q1 à Q4) par UC

3. DISCUSSION

La part budgétaire consacrée par les ménages à l'achat de produits carnés s'effrite légèrement sur la période 2000-2010. Les valeurs obtenues sont du même ordre de grandeur que celle observées en utilisant d'autres sources, telles que les Comptes de la Nation de l'INSEE (FranceAgriMer, 2014). La dépense que les ménages consacrent à l'achat des viandes de ruminants occupe la deuxième place pour l'ensemble des produits carnés (derrière les produits à base de porc) et la première pour la dépense en viande (fraîche surgelée). Cette différence de rang s'explique par le poids que représente la dépense en charcuteries et plats cuisinés à base de porc.

Le niveau de dépense par UC observé varie de façon très significative selon l'espèce, confirmant les résultats obtenus par les auteurs sur la période 1995-2005 avec la même source de données (Sans et de Fontguyon, 2008) et ceux obtenus pour la même période avec une autre source de données (FranceAgriMer, 2010). Cette variation de dépenses traduit à la fois des différences dans les quantités consommées et les prix unitaires des produits achetés, sans que notre analyse ne permette de mettre en évidence le poids respectif de ces deux facteurs. Des travaux récents, utilisant les données du panel de consommateurs Kantar Worldpanel, ont montré que les prix unitaires des différentes viandes sur la période 2003-2013 ont suivi une évolution différenciée à la fois dans leur amplitude et dans leur chronologie, tout en restant toujours supérieure à l'évolution de l'Indice Général des Prix à la consommation (FranceAgrimer, 2015). Ces évolutions se sont accompagnées d'une baisse des volumes de viande consommés qui a particulièrement touché les morceaux les plus chers.

L'analyse des effets des caractéristiques des ménages sur les dépenses confirme pour l'ensemble des viandes l'impact du type de ménage, du revenu disponible par UC et de l'âge de la personne de référence. La part de la variabilité expliquée par notre modèle est cependant faible (environ

6%), ce qui traduit le fait que les arbitrages des ménages pour l'achat des viandes sont également influencés par les attitudes des acheteurs vis-à-vis de ces produits (goût, prise en compte des dimensions environnementale, santé et bien-être animal par exemple).

Concernant le type de ménage, la dépense par UC est supérieure à la moyenne pour toutes les viandes pour les couples sans enfant, phénomène également observé pour les dépenses totales de consommation avec la même source de données (Accardo *et al.*, 2013). Cet écart à la moyenne est d'amplitude plus forte pour la dépense en viande (+30%) que pour la dépense totale (13%). Les disparités de niveau de dépense par UC selon l'âge de la personne de référence du ménage sont conformes à celles obtenues dans des travaux antérieurs. Notons que ce groupe de produits se distingue en ce point de la tendance observée pour l'ensemble des dépenses de consommation qui, elles, ne varient que très peu selon l'âge (Accardo *et al.*, 2013). Par ailleurs, l'écart à la moyenne de la dépense varie selon les viandes : il est supérieur pour les viandes d'ovin et de caprin ainsi que pour la catégorie « Autres » (incluant le cheval et le lapin), produits plutôt délaissés par les ménages jeunes (FranceAgriMer, 2015). Enfin, le revenu disponible par UC est une variable discriminante pour la dépense en viande. Pour 50% de la population (Q1 et Q2), la dépense en viande est inférieure à la moyenne pour toutes les viandes avec une différence marquée entre ces deux premiers quartiles. Seuls les ménages du quatrième quartile ont une dépense très supérieure à la moyenne (de 19 à 55% selon la viande considérée). Ces données, en phase avec la littérature, traduisent le fait que ce groupe de produits reste un marqueur d'inégalités sociales (Caillavet *et al.*, 2009) et ce d'autant plus que le prix unitaire du produit considéré est élevé : les écarts à la moyenne sont les plus faibles pour les viandes de monogastriques et les plus élevés pour les viandes d'ovin-caprin. L'analyse de l'évolution de la dépense par décile de revenu (résultats non présentés) confirme ce constat : pour l'ensemble des viandes et celles issues de ruminants, les ménages appartenant au décile de revenu n+1 ont systématiquement une dépense par UC supérieure à celle du décile n. Ces différences se retrouvent pour l'ensemble des dépenses alimentaires et sont particulièrement patentes en période de crise économique : en utilisant la même source de données, Accardo *et al.* (2013) ont montré que les 20% des ménages les plus modestes consacraient à l'alimentation, en 2011, 7 points de leur budget total de plus que les 20% de ménages les plus aisés et 4 à 6% de moins aux frais d'hôtels et de restaurants. De plus, la convergence de la structure du budget entre les deux types de ménages sur la période 2005-2011 a été plus lente pour l'alimentation que pour les autres postes du budget. Enfin, en 2011, 16% des ménages les plus modestes déclaraient qu'ils consacraient prioritairement une augmentation de 10% de leurs ressources au poste alimentation, contre 1% pour les ménages les plus aisés (Accardo *et al.*, 2013).

L'analyse proposée présente plusieurs limites : d'une part, elle ne porte pas sur l'ensemble des dépenses consacrées aux produits carnés puisque l'évaluation des sommes dépensées hors foyer et affectées à ce groupe de produits n'est pas possible avec cette source de données ; d'autre part, il n'est pas possible de différencier les espèces concernées par les postes « Viande séchée salée ou fumée, charcuterie et abats, frais ou surgelés » et « Conserve de viande, produit de transformation des viandes, plats préparés à base de viande », ce qui ne permet pas, par exemple, de comparer les dépenses entre l'ensemble des produits provenant d'une même espèce. Enfin, les dépenses annuelles sont calculées à partir d'un relevé des achats effectués par les ménages sur 7 jours, ce qui limite les possibilités de travailler à un niveau de nomenclature trop fin (différenciant par exemple les types de produits à l'intérieur

de l'ensemble des viandes issues de bovin) et ne permet guère qu'un raisonnement en terme de valeurs moyennes et d'écarts à celles-ci.

CONCLUSION

Les données de l'enquête « Budget de Famille » de l'INSEE ont été mobilisées pour mesurer l'évolution de la part budgétaire consacrée aux produits carnés entre 2000 et 2010 et comparer les dépenses engagées, en 2010, par les ménages pour les différents postes de viande). L'originalité du travail réside dans le fait qu'il propose un raisonnement sur un nombre équivalent de repas pris au domicile. Les résultats convergent avec ceux issus de travaux utilisant d'autres sources (Compte de la Nation, panel de consommateurs Kantar Worldpanel, CCAF) et montrent que ce groupe de produits reste un marqueur d'inégalités sociales, particulièrement en période de crise économique (FranceAgriMer, 2015). Ce constat pourrait être utilement approfondi selon deux axes : d'une part en étudiant la part des écarts entre groupes de ménages imputables aux prix des produits achetés (effet-prix) et celle due à la quantité (effet-quantité) (INSEE, 2009b) ; d'autre part en analysant, à l'instar du travail réalisé par Accardo *et al.* (2013) sur l'ensemble du poste budgétaire Alimentation, si les écarts observés se sont réduits entre 2000 et 2010.

Les auteurs remercient Didier Concordet (INP-ENVT) pour son aide dans le traitement statistique des données.

Accardo, J., Kranklader E., Place D. 2013. INSEE Première, 1458, 4 p.

Caillavet, F., Lecogne, C., Nichèle, V. 2009. Cinquante ans de consommation en France (INSEE), p 49-62.

Guillot, C. 2012. In Demeter 2012, Paris, p 195-233.

Hebel, P., 2012. Contribution du CREDOC à la conférence de presse du Centre d'Information des Viandes (CIV), 4 p.

INSEE, 2009a. Pouvoir d'achat, dépenses « pré-engagées » et revenu « arbitrage ». Pouvoir d'achat et pouvoir d'achat par unité de consommation. 3 p.

INSEE, 2009b. Cinquante ans de consommation en France. Fiche thématique «Alimentation à domicile », p 88-91.

FranceAgriMer, 2010. La consommation des produits carnés en 2009. Les études de FranceAgriMer, 118 p.

FranceAgriMer, 2014. Les synthèses de FranceAgriMer, 4, 15 p.

FranceAgriMer, 2015. Les synthèses de FranceAgriMer, 21,15 p.

Sans, P., de Fontguyon, G., 2008. Renc. Rech. Ruminants, 15, 235-238.